

Projets délaissés



La crise économique, actuellement source de

nombreuses difficultés en Hongrie, est loin d'avoir dit son dernier mot. Cette fois, il s'agit de treize projets de développement dans tout le pays auxquels le gouvernement a décidé de retirer ses subventions afin de pouvoir attribuer cette somme, soit près de 30 milliards de HUF, à d'autres domaines plus exposés aux nouveaux défis.

D'après le communiqué du gouvernement, le financement de ces projets a été remis en question parce que les responsables des programmes n'ont pas réussi à faire démarrer leurs projets à temps, ou parce qu'ils ne respectaient pas les conditions préalablement fixées et que leur réalisation aurait coûté bien plus cher que prévu. La priorité étant le maintien des postes dans les branches les plus lourdement frappées par la crise, le gouvernement a décidé d'accorder ces 30 milliards de HUF aux entreprises qui font des efforts pour garder leurs effectifs. Cette décision, qui se veut légitime dans le contexte de la crise actuelle, ne signifie toutefois pas l'annulation définitive de tous les programmes.

Certains d'entre eux, par exemple plusieurs projets concernant le développement d'infrastructures en province, pourront être réalisés ultérieurement ou dans d'autres conditions. Pour l'instant, ils ont perdu le titre de «projet prioritaire» (c'est-à-dire des programmes bénéficiant également de fonds européens et dont le gouvernement hongrois décide de l'attribution au cas par cas depuis 2007), ainsi que la subvention gouvernementale à laquelle ils auraient eu recours. Mais il n'est pas exclu que, dans un certain temps, ils récupèrent le label en question, avec tous ses avantages.

D'autres programmes n'ont pas eu autant de chance: ils sont définitivement exclus du cercle des projets prioritaires et ne pourront plus bénéficier des subventions gouvernementales. C'est le sort par exemple des travaux de rénovation prévus dans le quartier du Château de Buda, . Place Dísz. Il s'agit de la reconstruction de l'ancien quartier général de l'armée nationale qui fait débat depuis près de vingt ans déjà. Le bâtiment a été détruit lors de la Seconde Guerre mondiale, mais ce n'est qu'après le changement de régime que l'idée de le reconstruire a vu le jour. Depuis, les projets de reconstruction n'ont pas manqué. Au début des années 1990, le cabinet Antall prévoyait d'y implanter son futur quartier gouvernemental; mais le projet d'une bibliothèque numérique, d'un office de tourisme ainsi que l'idée d'un musée abritant les objets de l'héritage hongrois, comme la couronne royale, ont également été avancées. Selon le dernier projet, pour la réalisation duquel le gouvernement a accordé une subvention de 11 milliards de HUF en 2007, un bâtiment très moderne y aurait été construit. C'est Gábor Zoboki, architecte du Művészetek Palotája (MUPA) à Pest, et Péter Kis qui ont élaboré les plans de ce bâtiment. Un projet auquel la municipalité de droite du premier arrondissement s'est opposée. D'après le maire, Nagy Gábor Tamás (Fidesz), un bâtiment moderne tel que le plan des deux architectes le prévoit n'a pas sa place à côté du château de Buda. Afin d'empêcher sa réalisation, la mairie a ainsi interdit tous travaux censés porter atteinte aux ruines de l'ancien bâtiment. Donc, bien qu'approuvée par le gouvernement en 2007, la réalisation du projet a toujours été ajournée et c'est la raison pour laquelle le gouvernement lui a définitivement retiré sa subvention...

Outre ce projet de reconstruction, l'initiative de créer un centre électronique pour administrer la recherche d'emploi restera également sans aide financière. C'est d'autant plus surprenant que l'élément principal de tous les plans de sortie de crise est justement la diminution des allocations, diminution face à laquelle la création d'un tel centre semble justement indispensable.

Puisqu'il s'agit de programmes co-financés par l'Union européenne, le gouvernement devra toutefois attendre l'approbation de la Commission avant de redistribuer ces sommes. Espérons que cette répartition ne soit pas qu'un geste de dépit de la part du cabinet Gyurcsány.

Anna Bajusz

- 1 vue

Catégorie

Agenda Culturel